

## Recherches sociographiques



James LAXER et Robert LAXER, *Le Canada des libéraux. Pierre-Elliott Trudeau et la survivance de la Confédération*

Réjean Pelletier

Volume 20, numéro 1, 1979

Savoirs savants

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/055830ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/055830ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (imprimé)

1705-6225 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Pelletier, R. (1979). Compte rendu de [James LAXER et Robert LAXER, *Le Canada des libéraux. Pierre-Elliott Trudeau et la survivance de la Confédération*]. *Recherches sociographiques*, 20(1), 132–134. <https://doi.org/10.7202/055830ar>

cohérence qui est plus difficile à forger dans les articles portant sur les Jeunes-Canada, les indépendantistes de *La Nation*, ou sur les journaux, même les journaux engagés comme *Le Jour*, *L'Ordre*, *Clarté* et *Le Fasciste canadien*.

Ce livre est le troisième d'une série portant sur les idéologies au Canada français. Dans chacun de ces ouvrages Fernand Dumont nous propose une interprétation qui veut donner un sens à l'ensemble du contenu. Pour la période 1850-1900, il voit les idéologies comme la justification d'une *folk-society*; du début du vingtième siècle à la crise de 1929, il suggère que les Canadiens français se sont cramponnés à l'idéologie traditionnelle parce qu'ils trouvaient inassimilables les réalités de l'urbanisation et de l'industrialisation. Donnant suite à ce *pattern*, Dumont voit, dans les idéologies des années trente, la mise en question des attitudes anciennes, une transformation qu'il appelle « la première révolution tranquille ».

Dumont a peut-être cédé à la tentation d'attribuer à la société québécoise des années trente une cohérence de pensée qu'elle n'avait pas. Certains articles cadrent mal avec l'interprétation que l'éditeur impose au volume. Par exemple, il est difficile de voir une révolution idéologique dans les études portant sur *Le Devoir* et *L'Action catholique*. On doit noter aussi que les journaux analysés sont ceux qui affichent consciemment leur idéologie. Si on avait choisi des journaux populaires, tels que *La Presse* et *Le Soleil*, il aurait fallu mettre en ligne de compte des idéologies moins bien formulées mais néanmoins bien vivantes au Canada français, telles que le libéralisme et le matérialisme qu'on associe traditionnellement à la mentalité anglophone nord-américaine.

Ce livre n'a pas été conçu pour permettre une synthèse de la question. Mais, en tant que recueil d'articles, ce sera un livre de référence important pour tous ceux qui veulent approfondir leurs connaissances sur les idéologies au Canada français.

H. Blair NEATBY

Département d'histoire,  
Université Carleton.

James LAXER et Robert LAXER, *Le Canada des libéraux. Pierre-Elliott Trudeau et la survivance de la Confédération*, Montréal, Québec/Amérique, 1978, 279p.

Comme toute idéologie dominante, le libéralisme est de plus en plus contesté dans les sociétés contemporaines, soit par les socialistes qui en refusent les prémisses philosophiques et les orientations économiques, soit par les néo-libéraux qui en contestent les déviations étatiques et préconisent un retour aux sources mêmes de la pensée libérale, soit par les nationalistes qui ne peuvent en accepter les principes individualistes et l'absence de perspectives collectives. Le volume de James et Robert Laxer sur *Le Canada des libéraux* s'inscrit dans cette tradition de remise en question du libéralisme, surtout sur le plan économique, en prenant comme exemple le gouvernement libéral du premier ministre Trudeau, qui dirige le pays depuis dix ans et qui se situe dans la continuité de ses prédécesseurs depuis Laurier.

Dans une première partie, les deux auteurs s'attachent à décrire le visage économique du libéralisme canadien dominé par un seul pôle d'attraction, les États-Unis. Ce continentalisme en matière économique s'est fondé sur trois politiques fondamentales : la libéralisation des échanges entre le Canada et les États-Unis, l'encouragement à l'investissement américain dans l'industrie primaire et l'encouragement aux sociétés manufacturières américaines à multiplier leurs installations de production au Canada (p. 26). Une telle politique économique a conduit le Canada, non pas à une interdépendance entre les deux partenaires, mais à une dépendance de plus en plus accentuée de l'un par rapport à l'autre. L'économie de succursales qui en est résulté a permis au Canada de progresser sans se développer véritablement et a façonné un régime caractéristique des pays colonisés où les exportations de matières premières servent à payer les importations de

produits manufacturés. Ce système a pu bien fonctionner durant les années de prospérité, mais la crise économique des années 70 a accentué le déficit du compte courant, surtout dans les deux secteurs névralgiques du pétrole et de l'automobile. Il fallait donc réduire ce déficit en adoptant des mesures draconiennes, ce que fit le gouvernement Trudeau en 1975.

D'une façon générale, la description de cette économie canadienne de succursales n'apporte pas d'éléments nouveaux à ce qui était déjà connu sur ce sujet. D'autres ont mieux analysé cet état de dépendance à l'égard des États-Unis, comme l'a fait Kari LEVITT dans *La capitulation tranquille*. C'est plutôt une mise à jour — fort incomplète d'ailleurs — pour autant qu'y intervient la crise du pétrole, qu'une reformulation ou un approfondissement de cette thèse que l'on retrouve dans le volume.

Mais la politique centriste du gouvernement libéral, qui cherchait à favoriser l'expansion de l'économie de libre entreprise et à multiplier les bénéfices des assurances sociales de façon à élever le revenu des Canadiens, devait être soumise à rude épreuve lors de la récession des années 1970. Devant l'inflation galopante et le déficit inquiétant au compte courant, le gouvernement libéral, élu en 1974 pour éviter le contrôle des prix et des salaires, se résolut à adopter une telle mesure. Ce qui marquait alors, comme le rappellent les auteurs, « la conversion du libéralisme de doctrine populiste que connaissaient et comprenaient les Canadiens en une doctrine nouvelle et étrangère qui se heurta d'abord à un silence ahuri, puis à une résistance obstinée » (p. 80). La résistance vint autant de la droite, c'est-à-dire du monde des affaires canadien et américain, que de la gauche, incarnée surtout par les syndicats, sans oublier le profond sentiment de frustration et d'aliénation chez les Canadiens de l'Ouest.

Le Trudeau sombre et austère de 1975 cherchait donc à contenir le pouvoir d'achat des Canadiens et, par là, à mettre un terme à l'escalade des besoins et des ambitions chez ceux-ci, tout en soulignant que l'intervention gouvernementale dans l'économie ne serait pas un phénomène passager. C'était donc remettre en cause l'un des principes fondamentaux du système libéral selon lequel le progrès naît de l'ambition individuelle. C'était aussi questionner le rôle de l'individu dans le développement économique et s'attaquer au populisme de style nord-américain qui a prédominé au Canada.

Tactique passagère ou mutation profonde de la pensée trudeauiste? Ce que James et Robert Laxer présentent, dans cette deuxième partie, comme une transformation du libéralisme canadien n'est peut-être au fond qu'une adaptation passagère à une situation de crise sans vouloir remettre en cause d'une façon profonde et durable les prémisses mêmes du libéralisme canadien. En outre, la critique qu'ils en font revêt souvent des accents plus conservateurs que socialistes, comme s'il fallait condamner cette forme d'intervention de l'État dans l'économie canadienne ou comme si les interventions étatiques devaient plutôt favoriser des politiques de type nationaliste.

Outre le continentalisme en matière économique, qui a façonné une économie de succursales au Canada, et le centrisme politique, qui cherche à réconcilier le capital et le travail à la fois par des avantages fiscaux pour les grandes entreprises et des lois sociales généreuses pour les travailleurs, il est un troisième principe du libéralisme canadien qui repose sur l'harmonie entre les francophones et les anglophones du pays. Pour le premier ministre Trudeau, il existe une incompatibilité profonde entre le nationalisme canadien-français et le libéralisme canadien. Pour lui, « l'usage des institutions démocratiques aux fins collectives du nationalisme canadien-français trahit la conception libérale et pluraliste de la démocratie sur laquelle tout le système repose » (p. 175). Une telle conception devait l'amener à refuser tout effort collectif d'utilisation de l'État pour construire le Québec moderne des années 1960 et donc à s'opposer au néo-nationalisme québécois, issu des transformations sociales et économiques de la période précédente, et à lui opposer un fédéralisme « fonctionnel » — produit de la raison — qui soutient que les Canadiens français ne peuvent survivre que par leur excellence individuelle et leur action dans l'ensemble du Canada. De là aussi la politique de bilinguisme du gouvernement Trudeau axée sur la promotion individuelle plutôt que collective, ce qui est conforme au principe individualiste du libéralisme.

Dans ce dernier secteur aussi, James et Robert Laxer ne peuvent que conclure à l'échec de la politique libérale d'harmonie entre les Canadiens anglais et les Canadiens français et à un affrontement plus marqué de la pensée du premier ministre Trudeau et de celle du premier ministre Lévesque.

En somme, tout le volume n'est que la démonstration de l'échec de la pensée libérale au Canada, surtout durant la période du gouvernement Trudeau, à la fois dans sa « conception individualiste de la démocratie qui ne tient pas compte du droit des communautés nationales » et dans sa croyance au libre jeu de l'entreprise, même étrangère, pour déterminer la forme de l'économie canadienne. Ce constat d'échec domine tellement tout le volume que les auteurs ne cherchent pas, ou si peu, à ouvrir des perspectives d'avenir pour le Canada et surtout ne tentent même pas de tracer au moins les jalons d'une reprise en main de l'économie canadienne selon une orientation socialiste. Le seul aspect « positif » du volume, c'est un appel à la survivance du Canada, surtout par l'émancipation à l'égard de la domination américaine et parfois — en filigrane — par le développement d'un nationalisme canadien-anglais. C'est déjà tout un programme, mais les auteurs n'esquissent même pas les jalons les plus importants et les plus concrets de ce programme qui vise à une reconquête de l'économie et de la politique canadiennes. C'est, à mon avis, la faiblesse majeure de ce volume qui remet profondément en cause le Canada des libéraux.

Réjean PELLETIER

*Département de science politique,  
Université Laval.*

Hervé GAUTHIER, *Évolution démographique du Québec*, Québec, Éditeur officiel du Québec, 1977, xxv+168p.

Cet ouvrage, qui se veut un portrait de l'évolution démographique du Québec, répond fort bien à l'objectif énoncé. Cherchant avant tout à mettre en lumière les phénomènes démographiques reliés au développement, l'étude porte particulièrement sur le dernier quart de siècle (1951-1976) et, quand c'est possible, débouche sur l'avenir tel qu'on peut le prévoir à partir de données récentes.

Ce document se signale par l'utilisation intelligente que l'auteur a faite de la littérature démographique. Les vides, les interrogations, les hypothèses sont ceux-là même qui découlent de l'état de la connaissance qu'on a de la population du Québec. Ils trahissent à la fois les champs laissés en friche par une science encore jeune et l'insuffisance des données de base. La publication de l'O.P.D.Q. ne tente pas de pallier ces lacunes (ce n'est pas son but), mais elle tire un excellent parti de la richesse des connaissances accumulées. La bibliographie témoigne du soin qu'a mis l'auteur à consulter les ouvrages les plus sérieux et les plus pertinents. Il y puise les éléments essentiels de son étude et les complète au besoin. Il traite ainsi tour à tour de l'évolution démographique récente du Québec, de son évolution future telle que projetée dans des travaux de fraîche date et de l'analyse de quelques aspects importants de l'évolution de la population québécoise. Le parallèle qu'il fait avec la situation de l'Ontario ou celle du Canada permet de replacer le Québec dans une perspective plus large.

Au fur et à mesure de la lecture du document, le contexte dans lequel doit s'opérer le développement se dessine: La population croît à un rythme de plus en plus lent. Les soldes migratoires québécois sont faibles, parfois même défavorables et ne correspondent pas au poids démographique du Québec dans le Canada. La baisse de la fécondité, outre une forte régression de l'accroissement naturel, fait apparaître l'ombre du vieillissement et ses conséquences — dimi-